

Monsieur le Secrétaire général, distingués délégués, excellences, mesdames et messieurs.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui dans une atmosphère d'urgence, de crise et de nécessité d'agir. Et avec raison. Il ne saurait être question d'attendre plus longtemps, de multiplier les études, ou de poursuivre notre réflexion. Toutes les nations du monde, que nous représentons ici, partagent la même préoccupation et ont le même objectif humanitaire: mettre un terme à la souffrance intolérable et à la mort de millions d'Africains. L'année 1985 doit être une année d'action en Afrique.

La famine en Afrique est une tragédie sans précédent au vingtième siècle. L'ampleur de son incidence sur la population africaine, sur nos semblables, est inimaginable et dépasse l'entendement. Le document préparé par le Bureau des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence en Afrique confirme les images de désespoir que nous avons vues à la télévision. Plus de 150 millions de personnes réparties dans 20 pays font face à de graves pénuries alimentaires. La semaine dernière, vous-même, Monsieur le Secrétaire général, avez rappelé lors de votre visite au Canada que quelque 30 millions de personnes risquaient de mourir de faim. Des millions d'autres sont obligées d'abandonner leurs terres ancestrales. Mais les chiffres ne peuvent traduire toute l'horreur de la situation. C'est l'enfant, le fils, la fille, la mère ou le père d'un de nos semblables qui meurt chaque fois. Chaque mort est une perte humaine incalculable. Chaque mort transperce le cœur et la conscience de l'homme. Comment de telles choses sont-elles possibles en 1985?

Chose certaine, la crise actuelle est enracinée dans un ensemble complexe de tendances négatives et ne peut être dénouée facilement. La pire sécheresse depuis un siècle, la dégradation de l'environnement, des politiques nationales et internationales inadéquates et l'accroissement rapide de la population sont tous des facteurs qui expliquent la pénurie alimentaire de l'Afrique sub-saharienne. Ils empêchent cette région de se suffire à elle-même sur le plan alimentaire. Les conflits régionaux et la guerre civile ont également entraîné la destruction et la dislocation des économies nationales. Ces tendances, conjuguées à une récession internationale caractérisée par la chute des prix des denrées, le relèvement des taux d'intérêt, la hausse des prix de l'énergie et l'inflation, ont abouti à la situation tragique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.